

Cyclisme : du Tour de France au Tour du monde ?

L'année cycliste 2009 aura sans conteste été marquée par le retour à la compétition du septuple vainqueur du Tour de France, l'Américain Lance Armstrong. De fait, la visibilité du personnage excédant largement celle du sport cycliste en général, ce retentissant come-back à l'américaine aura reçu un large écho médiatique, orchestré par une communication sans failles.

À bien y regarder, Lance Armstrong a surtout su durant sa longue carrière, mieux qu'aucun autre, tirer profit du vent de mondialisation qui a soufflé sur l'univers du cyclisme. Bien qu'il ait sans doute largement contribué par son aura et son action à cette évolution – à l'instar des États-Unis dans le processus de mondialisation des relations internationales –, son cas personnel n'épuise pas la description du phénomène.

Des repères bouleversés

Longtemps confiné aux pages « sports » des quotidiens, et bien loin de susciter le même engouement mondial que le football, le cyclisme a connu ces dernières années une mutation considérable : ce sport s'est mondialisé. Les effets de cette mondialisation – irruption des grands groupes industriels et financiers, diversification de l'origine des coureurs et généralisation des pratiques dopantes – ne sont cependant pas dépourvus de l'ambivalence généralement attachée à ce processus.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, c'est un coureur australien, Cadel Evans, qui a endossé le maillot de champion du monde en 2009, à Mendrisio ; quant à l'Espagnol Alberto Contador, c'est sous les couleurs d'une équipe portant le nom de la capitale du Kazakhstan, Astana, qu'il a remporté le dernier Tour de France – la vitrine médiatique toujours inégalée de ce sport. Dans le même registre – celui, en somme, de la diplomatie des hydrocarbures –, l'énorme force de frappe financière de l'équipe Katioucha – qui porte symboliquement le nom d'un missile russe – provient ni plus ni moins du consortium Gazprom, son sponsor principal. S'il revendique toujours un aspect traditionnel et populaire, le cyclisme a donc entamé une mue radicale : qu'ils aient débuté leur saison 2010 en Australie (Tour Down Under), au Qatar ou en Afrique (Tropicale Amissa Bongo), les coureurs vivent une ère de mondialisation sans précédent pour ce sport plus que centenaire.

En fait, c'est dans les années 1980 que l'univers longtemps conservateur du cyclisme a vu s'emballer le rythme de son histoire. Quelques coureurs extra-européens sont alors venus s'aventurer en francs-tireurs dans un sport encore largement ignoré hors de notre continent (Royaume-Uni compris). C'est avec les succès sur le Tour de France

du Colombien Lucho Herrera, ou de l'Américain Greg LeMond, que la planète cycliste a commencé à s'élargir. Plus profondément, marquées par des progrès techniques sans précédent depuis l'invention du dérailleur dans les années 1920 (pédales automatiques, guidon de triathlète, premiers cadres en carbone), les années 1990 ont aussi vu les cyclistes sortir de leur statut de « smicards » : à la faveur du passage éclair de Bernard Tapie dans ce sport, des « forçats de la route » se voient désormais proposer des contrats plus proches, en termes financiers, de ceux qui se pratiquaient par ailleurs dans le sport de haut niveau¹.

Le dopage

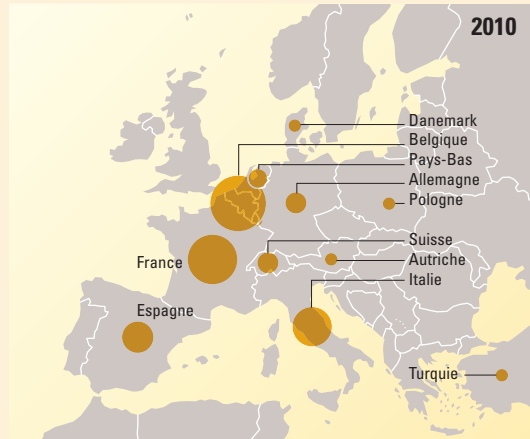
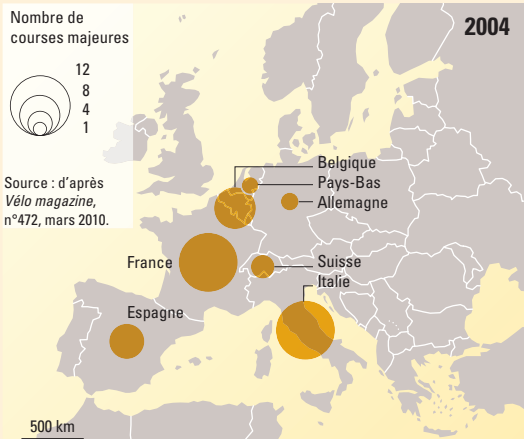
Conséquence directe, ou non, de son entrée dans les « années-fric », les historiens du cyclisme résumeront sans doute la décennie 1990 en trois lettres : EPO, c'est-à-dire l'érythropoïétine². Cette hormone de synthèse, emblématique des progrès du dopage sanguin, est à l'origine un médicament destiné à lutter contre l'anémie, utilisé en chimiothérapie, dont l'usage s'est rapidement répandu dans les pelotons. Elle en a significativement transformé la physionomie, sinon les mœurs. Le cyclisme est alors entré dans un processus quasi industriel d'artificialisation de la performance, où l'on vit de véritables robots pédalants se hisser au sommet des cols pratiquement sans transpirer, sans grimace d'effort ou de souffrance. Et selon toute vraisemblance, ni la mise en place de protocoles de détection – d'abord directe, puis indirecte –, ni les risques liés à l'utilisation de *blood boosters* (stimulants sanguins) – en premier lieu celui de thrombose, pour cause de sang trop visqueux – n'ont depuis lors inversé la tendance, au vu des moyennes de vitesse qui continuent d'être enregistrées lors des principales épreuves du calendrier. Dans une formule inspirée, reprise à son compte par Laurent Fignon, champion des années « d'avant » (l'EPO), Philippe Bordas situe ainsi dans les années 1990 une véritable césure : « Les dopages étaient dérisoires, les exploits énormes. Que penser de ce dopage devenu énorme, de ces exploits dérisoires ?³ »

¹ Pour les mieux lotis d'entre eux, cependant. Loin d'être rémunérés à la hauteur des footballeurs ou des tennismen, les anonymes du peloton terminent toujours le Tour de France avec à peine 4 000 euros de primes. Les salaires pratiqués restent en tout cas inférieurs à ceux des disciplines précitées, ce qui explique les budgets relativement modestes des équipes professionnelles, de l'ordre d'une dizaine de millions d'euros.

² L'érythropoïèse désignant la création de globules rouges, qui joue directement sur la capacité du sang à charrier de l'oxygène, « carburant » de l'effort d'endurance.

³ Philippe Bordas, *Forcenés*, Fayard, Paris, 2008.

Cyclisme : localisation des épreuves du calendrier ProTour



Ponctué par divers scandales⁴, l'entrée du cyclisme dans l'ère du soupçon ne doit sans doute pas être considérée de façon disjointe de la mondialisation de ce sport, comme un phénomène accessoire : au contraire, à l'analyse, ces processus semblent plutôt avoir partie liée. Ce n'est sans doute pas un hasard si les pays européens semblent peiner, plus que d'autres, à prendre la mesure des changements en cours. Peut-être trop focalisées sur un calendrier historique faisant la part belle à des épreuves situées sur leur sol, en tant que berceau et acteurs historiques d'un sport aux archaïsmes revendiqués⁵, la plupart des vieilles nations cyclistes paraissent aujourd'hui déboussolées – à l'exception notable de l'Espagne qui, dans ce sport comme dans d'autres, continue d'afficher une réussite inversement proportionnelle aux exigences de ses autorités sportives en matière de lutte antidopage. Mais, au-delà de ce constat, il apparaît surtout que le cadre national a depuis longtemps cessé d'être l'échelon pertinent d'analyse des logiques à l'œuvre dans le cyclisme.

Équipes de marque et valorisation des coureurs

En dépit du chauvinisme de quelques commentateurs, voilà un bon demi-siècle que les équipes de marque ont remplacé les équipes nationales dans le cyclisme – hormis lors des championnats du monde –, et que la logique commerciale a pris le pas sur la fibre patriotique. Pour un sponsor, malgré une claire tendance inflationniste ces dernières années, attacher son nom à une équipe cycliste reste toujours un investissement plus modique que le soutien à un club de football, dont l'exposition télévisuelle garantit largement la rentabilité, en dépit de scandales épisodiques.



Les équipes, où quantité de mercenaires viennent renforcer la base nationale de l'effectif, évoquent les armées d'Ancien Régime, et n'entretiennent au reste qu'un lien assez lâche avec les fédérations nationales : leur principal interlocuteur est l'organisation internationale qui chapeaute celles-ci, l'Union cycliste internationale (UCI), basée à Aigle en Suisse. Longtemps présidée par le Néerlandais Hein Verbruggen⁶, l'UCI, pour enrayer le déclin d'une discipline jugée en voie de « provincialisation », a délibérément cherché à conjuguer modernisation du cyclisme et *business*. Soutenant la financiarisation croissante du système, moteur de sa mondialisation, l'UCI s'est sans doute inspirée de la conception du sport régnant dans l'olympisme des années « Samaranch » – le cyclisme professionnel ayant été intégré aux disciplines olympiques lors des Jeux d'Atlanta, en 1996. Aussi cruciale que controversée, l'action de l'UCI peut être

⁴ Le plus retentissant demeure, en France, le procès des coureurs de l'équipe Festina de Richard Virenque, exclus du Tour 1998.

⁵ Liège-Bastogne-Liège, « doyenne des classiques », remonte à 1892 ; Paris-Roubaix ressuscite chaque année une certaine image héroïque du bassin minier du Nord, tandis que le Tour de France affecte volontiers le charme suranné d'une carte postale.

⁶ Aujourd'hui membre du Comité international olympique (CIO), mais réputé jouer un rôle toujours influent à l'UCI.

retracée brièvement en deux étapes, menant à la situation actuelle.

Au début des années 1990, le « classement FICP » (Fédération internationale de cyclisme professionnel, intégrée à l'UCI en 1991) introduisait dans ce sport d'équipe une logique qui lui était encore largement étrangère. À l'instar de l'ATP (Association of Tennis Professionals) dans le tennis, les points FICP récompensaient les performances individuelles des coureurs tout au long de la saison, dotant dès lors chacun d'entre eux d'un capital à négocier auprès d'une équipe. Plus moderne, certes, que les « trophées Pernod » d'antan, ce système ne valorisait guère le dévouement du *gregario* (équipier) pour son leader, et même le fragilisait au moment de renouveler son contrat. Articulé sur un calendrier accordant, assez artificiellement, la même valeur à des monuments (de Milan-San Remo au Tour de Lombardie) qu'à de pures créations au destin le plus souvent éphémère, car implantées dans des États sans tradition cycliste (la Wincanton Classic au Royaume-Uni ou le Grand Prix des Amériques au Québec), le classement FICP s'est soldé par un échec. En 2005, l'UCI lui a substitué le ProTour, un système de ligue fermée qui approfondit voire radicalise la logique initiale.

Destiné à intéresser l'autorité de tutelle de la discipline à l'organisation et à la retransmission des épreuves – suivant le modèle avoué de la Formule 1, qui a su dégager ainsi des profits substantiels –, le ProTour a été pour le moins mal reçu par les acteurs traditionnels du cyclisme, rentiers d'une histoire centenaire mais soudain marginalisés. Au premier rang des contestataires figurait logiquement le Français ASO (Amaury Sport Organisation), holding liée au journal *L'Équipe*, responsable d'événements sportifs divers et de l'organisation de nombre de courses historiques du calendrier, l'Italien RCS (Rizzoli-Corriere della Sera), proche du quotidien *La Gazzetta dello Sport* et organisateur du second Grand Tour national par ordre d'importance (le Giro d'Italia), et l'Espagnol Unipublic, organisateur de la Vuelta (Tour d'Espagne).

Largement perçu comme une tentative de passage en force de l'UCI, soucieuse de réformer à son bénéfice un système permettant aux organisateurs d'inviter ou de récuser les équipes à leur guise sur leurs épreuves, le ProTour, outil d'une internationalisation volontariste du cyclisme, devait garantir aux équipes la participation aux principales courses. Sachant qu'il leur incombait, en retour, de financer le système par l'achat de coûteuses licences, on comprend qu'elles aient pu se montrer peu regardantes sur les moyens employés par les coureurs pour être performants. Dans une logique capitaliste, on pourrait froidement analyser la question du dopage en termes d'externalisation – des responsabilités, ainsi que des risques –, sachant en outre que l'organisation des

contrôles relève de... l'UCI, une fois encore en position de juge et partie.

Le cyclisme aujourd'hui : des compromis tenables ?

Marquée par de nombreux bras de fer aussi bien avec les organisateurs qu'avec les fédérations sportives nationales, au cours desquels les affaires de dopage souvent ébruitées à dessein, se voyaient instrumentalisées, pour disqualifier l'un ou l'autre acteur (équipe, organisateur, UCI...), l'histoire chaotique du ProTour a divisé le cyclisme, avant que l'UCI n'entérine l'existence d'un double calendrier rassemblant :

- d'une part, les épreuves labellisées ProTour, accordant des points aux coureurs et aux équipes dans les classements, internationaux et continentaux, qui en découlent ;
- d'autre part, les épreuves « historiques », où les organisateurs conservent une autonomie étendue, quand bien même des conflits demeurent possibles – pour savoir, en particulier, quelle autorité y organise les contrôles antidopage, comme l'illustre la lutte entre l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) et l'UCI pour les contrôles lors du Tour de France.

Mais les hiérarchies artificielles découlant de ce compromis devraient conduire, dès 2011, à une nouvelle refonte du système : nul ne sait encore quel rééquilibrage ou quels nouveaux déséquilibres en sortiront.

Quant à la lutte contre le dopage, la multiplicité des contrôleurs, des instances (sportives, judiciaires), de leurs ressorts (national, fédéral, olympique), voire des règles applicables, perpétue un contexte d'incertitude. Alors que les possibilités de recours sont légion, la coordination voire les fonds font défaut du côté des contrôles, si bien que l'argument de résultats négatifs, plutôt que de disculper un coureur, illustre sa connaissance d'un système demeuré laxiste. Et si les autorités nationales y restent parties prenantes, leur rôle est clairement subsidiaire : qu'elles interviennent à l'appui de la lutte antidopage ou pour freiner, à l'inverse, des investigations, le cyclisme bénéficie toujours d'une forme d'extraterritorialité.

Et dans ce « village » devenu « planète cyclisme », le rôle du dopage est avant tout de distribuer les rangs, et donc les revenus, des différents acteurs. Sans doute les diverses variantes en circulation de l'EPO⁷ proviennent-elles directement de réseaux transnationaux, les plus à même d'organiser un trafic aux multiples ramifications : de la commande aux laboratoires clandestins qui les

⁷ Dont l'une des plus récentes déclinaisons, la CERA ou EPO à « effet retard », a vu de nombreux coureurs être disqualifiés lors du Tour de France 2008.

produisent⁸, aux coureurs qui les emploient, avec ou sans l'aval de leurs équipes, ce lucratif commerce de substances illicites ressortit, comme celui de la drogue, à une économie de type mafieux – même s'il serait sans doute excessif de qualifier ainsi le système dans son ensemble. Plus probablement, la planète cycliste obéit-elle toujours à une certaine forme d'omerta, qui nuit à l'avènement de pratiques plus transparentes, quand bien même beaucoup les appellent de leurs vœux – du moins en paroles.



La mondialisation du cyclisme apparaît en quelque sorte comme un « procès sans sujet », qu'aucun acteur ne peut plus prétendre régenter. Elle ne s'est pas opérée sans heurts, mais sans aucun doute a-t-elle aussi conduit à banaliser une discipline dont l'image, parce qu'associée au dopage de longue date, souffre paradoxalement plus que d'autres des efforts entrepris pour lutter contre ce fléau. Reste que les dynamiques conjointes de l'industrialisation du dopage et de la mondialisation représentent, pour certains, un engrenage où le cyclisme ne joue rien de moins que sa survie. Ayant su plus qu'aucun autre porter la mondialisation du cyclisme, mais aussi passer à travers les mailles des contrôles antidopage, Lance Armstrong restera comme la figure emblématique de la phase actuelle du mouvement de mondialisation de son

sport. La caisse de résonance que constitue le Tour de France lui a permis de bâtir sa réputation et d'asseoir son influence sur le devenir de la discipline, mais peut-être Lance Armstrong continuera-t-il après sa retraite – une reconversion politique chez les républicains ? – à modeler l'avenir d'un système de plus en plus dérégulé, mondialisé, voire « déterritorialisé », pour parler comme le philosophe Gilles Deleuze, vis-à-vis de son foyer initial. Au risque que ces évolutions détruisent un sport riche de son histoire, et que les avatars du sport professionnel découragent les amateurs, véritable vivier pour l'avenir de la discipline ; mais aussi que les courses de village, qui ont rythmé chaque dimanche de sa longue histoire, soient demain les victimes collatérales du spectacle que colporte le « village mondial » du cyclisme : malgré la vitrine chatoyante du Tour, 70 % des épreuves organisées en France sont aujourd'hui menacées.

Mathieu Rigo *

* Responsable éditorial de la collection « Les Notices » à La Documentation française.

⁸ Avant même, parfois, qu'elles ne soient seulement employées par le milieu médical, ce qui suppose la possibilité de détourner les brevets des laboratoires. On spéculé désormais sur l'avènement possible d'une forme de dopage génétique.